

## **Pas de nouvelles économies sur la coopération au développement !**

1,3 milliard de personnes vivent encore sous le seuil d'extrême pauvreté et 842 millions de personnes dans le monde souffrent de faim chronique. Il y a toutefois de l'espoir. Beaucoup de chiffres indiquent qu'au cours des dernières décennies, la Coopération au développement a contribué à réduire la mortalité infantile de moitié et à favoriser l'accès à l'éducation primaire. Par rapport à 1999, il y a 31 millions de filles en plus qui ont accès à l'école primaire. Les progrès sont donc possibles si les efforts promis sont concrétisés.

Nous remarquons cependant que certains pays européens ne remplissent pas leurs engagements en matière d'aide au développement. Entre 2011 et 2012, l'aide a diminué ou stagné dans 9 pays de l'UE : une diminution importante de l'aide est survenue en Espagne (49%) mais aussi en Italie (34%), à Chypre (26%), en Grèce (17%) et en Belgique (11%).

En 2012, 407 millions des dépenses prévues pour la Coopération belge au développement ont été supprimées. En 2013, nous craignons de faire face à une situation similaire : les coupes dans la Coopération belge s'élevaient déjà à 220 millions d'euros suite au contrôle budgétaire de juillet 2013 et de nouvelles dépenses jugées « évitables » risquent de s'ajouter suite aux décisions du contrôle budgétaire de septembre 2013. Sur deux ans, les coupes s'élèvent donc au minimum à 627 millions EUR, soit 22% du budget promis. En juillet 2013, suite aux discussions sur le budget de 2014, une coupe de 125 millions d'euros a été décidée, à laquelle s'ajoute une coupe de 10 millions supplémentaires annoncée le 8 octobre. Ces coupes sont contraires à l'accord de coalition de 2011 où il était dit que les budgets de 2012 à 2014 seraient gelés.

Ces économies empêchent les acteurs de la Coopération de travailler sur le long terme. La prévisibilité est vitale lorsqu'on travaille dans des programmes à long terme dans des contextes difficiles. Nous ne pouvons accepter de laisser les bénéficiaires de cette aide dans l'incertitude, avec le risque que des programmes de développement soient brusquement interrompus.

Par conséquent, les organisations signataires de cette lettre demandent au gouvernement fédéral de :

- Ne pas faire d'économies supplémentaires sur le budget 2013 de la Coopération au développement.
- Etablir un budget 2014 définitif dans le respect de l'accord de coalition de 2011.

Une aide imprévisible ne peut par définition être efficace.